Mobiliser, unir, sauver : l'aide humanitaire durant la guerre civile espagnole

Autor(en): **Farré, Sébastien**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **23 (2007)**

PDF erstellt am: **02.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-520299

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

MOBILISER, UNIR, SAUVER : L'AIDE HUMANITAIRE DURANT LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE

SÉBASTIEN FARRÉ

« C'est beaucoup. Ce n'est pas assez ! Ce ne sera pas assez tant que les villes seront bombardées, tant que les enfants seront massacrés, tant que la paix n'aura pas été rétablie en Espagne et sauvegardée hors d'Espagne par la victoire des Républicains. POUR LEUR VICTOIRE. POUR NOTRE PAIX. SOLIDARITÉ ! UNION ! L'Union n'additionne pas seulement les efforts de solidarité. Elle les multiplie »
(Affiche du Comité international de coordination pour l'aide à la République espagnole, juillet 1937) [1]

LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE (1936-1939) est perçue comme un événement fort de l'histoire de la gauche et du mouvement ouvrier essentiellement pour sa dimension idéologique. La défense de la République contre un soulèvement militaire appuyé par les puissances fascistes apparaît effectivement comme l'une des grandes gestes de la lutte antifasciste. Au-delà de sa capacité à cristalliser, dans un contexte marqué par la crise des démocraties libérales et par la montée des totalitarismes, le combat entre fascisme et antifascisme, la dimension légendaire de cet événement tient essentiellement à la forte mobilisation sociale et politique dont il fut l'objet. Malgré le fait qu'un tel phénomène reste difficile à appréhender, voire à quantifier, l'engagement d'environ 32 000 volontaires traduit les résonances profondes de ce confit dans les sociétés européennes et extra-européennes[2].

Bien que l'historiographie franquiste ou néo-franquiste défende la thèse selon laquelle les Brigades internationales ne sont qu'un produit créé de toutes pièces par le Komintern[3], l'engagement de dizaines de milliers de volontaires ne constitue que l'une des formes des mobilisations sociales et politiques issues des

1. Archives de l'Etat de Genève (AEG), Union internationale de secours aux enfants (UISE) : Archives privées 92.16.21.
2. Voir Peter Huber, Nic Ulmi, *Les combattants suisses en Espagne républicaine (1936-1939),* Lausanne, Antipodes, 2001, Rémi Skoutelsky, *L'Espoir guidait leur pas : les volontaires français dans les Brigades internationales,* Paris, Grasset, 1998, pp. 327-341.
3. Voir Pío Moa, *Los mitos de la Guerra Civil,* Barcelona, Planeta, De Agostini, 2005, pp. 343-353.

événements espagnols. Si l'histoire des volontaires étrangers engagés dans l'armée républicaine fait l'objet d'une bibliographie très exhaustive, composée aussi bien de témoignages que d'études scientifiques solides, il faut souligner qu'elle ne représente que l'un des versants d'un phénomène plus large qui mériterait l'ouverture de nouveaux champs de recherches. En Europe, mais également en Amérique du Nord et du Sud, ou encore en Australie, de nombreuses actions de solidarité furent organisées durant le conflit espagnol. À notre sens, celles-ci représentent un exemple particulièrement limpide de ce que l'on entend par «solidarité», soit l'existence d'une «conscience de communauté d'intérêts», à l'origine d'une «obligation morale» de porter assistance[4].

Au nom de la communauté antifasciste, en solidarité avec les «frères» d'Espagne, une partie de la société civile européenne a participé à l'aide à la République espagnole sous trois formes principales: la mobilisation politique (manifestations, engagements partisans), l'aide militaire (volontaires, trafics d'armes), et l'aide humanitaire. Ici, nous nous limiterons à étudier ce dernier aspect, à travers deux angles d'approche complémentaires. D'une part, nous nous interrogerons sur la signification de la guerre civile espagnole du point de vue des acteurs des actions d'assistance sanitaire. Il nous faudra ébaucher un bilan de leur action et expliciter les dynamiques sociales et politiques qui sont à l'œuvre dans ce contexte. D'autre part, il s'agira de réinscrire «l'aide suisse» dans une perspective internationale; une telle démarche nous permettra notamment de comprendre l'importance et la spécificité des actions de solidarité développées depuis la Confédération.

Comme nous l'avons suggéré, la bibliographie sur l'aide humanitaire durant la guerre civile espagnole s'avère peu satisfaisante. En l'absence de travaux comparatifs ou de synthèses, les principales recherches, souvent de caractère militant ou institutionnel, se centrent sur des organisations, telles que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ou la Croix-Rouge espagnole[5]. Enfin, la dimension nationale prime, alors que certains sujets ont focalisé l'attention des historiens, à l'image de la question des enfants victimes de la guerre, ou celle des réfugiés. Cependant, sur le cas suisse, la question de la «solidarité» fait l'objet de plusieurs études de qualité, en particulier une tentative de synthèse de

4. *Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française,* Paris, Le Robert, 1980, vol. 6, p. 285.

5. Voir Pierre Marqués, *La Croix-Rouge pendant la guerre d'Espagne (1936-1939): les missionnaires de l'humanitaire,* Paris, L'Harmattan, 2000; Josep Carles Clemente, *El árbol de la vida. La Cruz Roja en la guerra civil española,* Madrid, Lab. Beecham, 1990; Roser Canals, *L'activité du CICR pendant la Guerre civile espagnole, 1936-1939*, (mémoire de licence) Genève, [s. n.], 1993.

Nic Ulmi, qui nous offre un matériel riche et des analyses très utiles dans la perspective de notre problématique[6].

Les acteurs

Les lacunes historiographiques sur l'aide humanitaire internationale durant la guerre civile s'expliquent partiellement par la difficulté d'appréhender un mouvement extrêmement large, formé d'une multitude d'institutions nationales ou internationales. Face à cette constellation d'associations engagées dans l'aide à la République, l'écheveau reste difficile à démêler. À titre d'exemple, seulement en Suisse, une dizaine d'organisations sont engagées dans le cartel helvétique, formant un total d'environ 160 sections réparties dans le pays. En outre, leur activité se développe sur plusieurs niveaux : soit les sections participent directement aux diverses actions du cartel, soit elles agissent en leur propre nom pour soutenir des actions humanitaires indépendantes de celles lancées par le cartel. Enfin, il est probable que de nombreux militants agissent en parallèle dans différentes associations.

Cette situation révèle néanmoins une véritable « fièvre » associative et le dessein de réunir les principales initiatives humanitaires. Cette logique est notamment le résultat de la volonté de coordonner l'aide à l'Espagne, d'éviter la dispersion des moyens engagés, et de garantir ainsi une assistance efficace aux populations touchées par la guerre. Cependant, ce mouvement solidaire, militant et unitaire est également le produit du projet front-populiste, comme le suggère la mise sur pied d'un Comité international de coordination de l'aide à l'Espagne républicaine (CICAER). Ce dernier s'inscrit effectivement dans la mouvance associative front-populiste, comme l'atteste la composition de l'équipe dirigeante[7], sa structure, mais aussi ses objectifs. Né suite à une grande conférence convoquée par le Comité mondial contre la guerre et le fascisme, le 13 août 1936 à Paris, cette plate-forme humanitaire s'impose rapidement comme une

6. Nic Ulmi, « La solidarité populaire avec l'Espagne républicaine en Suisse », in : Mauro Cerutti, Sébastien Guex et Peter Huber (éd.), *La Suisse et l'Espagne de la République à Franco (1936-1946) : relations officielles, solidarités de gauche, rapports économiques,* Lausanne, Antipodes, 2001, pp. 229-302 ; Jean-Claude Favez, « Le CICR, la neutralité et la Guerre d'Espagne », in : Brigitte Studer, Laurent Tissot, (éd.), *Le Passé du présent. Mélanges offerts à André Lasserre,* Lausanne, Payot, 1999, pp. 245-255 ; Antonia Schmidlin, *Eine Andere Schweiz. Helferinnen, Kriegskinder und humanitäre Politik*, Zurich, Chronos, 1999 ; Myriam Bongard, *L'aide suisse aux enfants victimes de la guerre d'Espagne : entre solidarité populaire, engagement idéologique et propagandes (1936-1940)*, (mémoire de licence) Fribourg, [s. n.], 2005.

7. Paul Langevin, président du CICAER, est notamment co-fondateur du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes et du Rassemblement populaire français, alors que son secrétaire, Victor Basch, co-fondateur de la Ligue des droits de l'homme, est membre du Comité mondial contre la guerre et le fascisme.

institution de référence pour l'entraide à l'Espagne républicaine. À la fin de la guerre, véritable rassemblement international, celui-ci fédère plus de 20 comités nationaux, réunissant les principales associations engagées dans la péninsule ibérique[8]. Durant la guerre civile, le CICAER constitue un espace précieux pour bénéficier d'informations sur la situation en Espagne, pour construire des partenariats solides, afin de trouver des relais pour l'envoi des dons récoltés lors des campagnes d'entraide internationales, et enfin pour faciliter l'échange d'expériences sur le terrain. Au-delà de ces enjeux strictement humanitaires, le Comité apparaît à la fois comme le résultat d'une vaste réaction populaire, mais aussi comme la conséquence de la nouvelle politique imposée suite au VIIe Congrès du Komintern. Le CICAER est effectivement organisé sous l'égide du Secours rouge international (SRI), dont les activités atteignent durant la guerre civile leur apogée. Issu du mouvement de solidarité à la Russie et aux victimes du fascisme dans les années 1920, le SRI connaît à ce moment un profond renouvellement et s'impose comme le principal mouvement de la solidarité ouvrière. Il bénéficie notamment de la dissolution, fin 1935, du Secours ouvrier international de Willy Münzenberg dont les sections nationales sont intégrées dans le SRI[9]. Cependant, dans un contexte marqué par la défaite du mouvement ouvrier en 1933 en Allemagne, et en février 1934 en Autriche, son engagement pour les victimes de la répression militaire du mouvement révolutionnaire dans

8. Comités nationaux du CICAER : Federación de los organismos de ayuda a la República Española (FOARE, Argentine), Spanish Relief Committee (Australie), le Comité belge de coordination (Belgique), Canadian Committee to Aid Spanish Democracy (Canada), Comité nacional de ayuda a España, Amigos de la España república (Chile), Auxilio a los niños del pueblo español (Cuba), North American Committee to Aid Spanish Democracy (USA), Comité finlandais pour l'aide aux enfants d'Espagne (Finlande), Commission de solidarité pour l'aide au peuple espagnol (France), National Joint Committee for Spanish Relief (Grande Bretagne), Commissie Hulp aan Spanje (Hollande), Irish Friends of Spanish Republic (Irlande), Comité luxembourgeois d'aide à l'Espagne républicaine (Luxembourg), Comité de ayuda a los niños del pueblo español (Mexique), Norske Hjelpekomite for Spania (Norvège), Sv. Hjalpkomittén för Spanien (Suède), les Amis de l'Espagne républicaine (AER) et Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für Spanien Kinder (SAS) (Suisse), Vybor pro Pomoc demokratiskemu spanelsku-Comité d'aide à l'Espagne démocratique (Tchécoslovaquie), Comité nacional pro Defensa de la República Española Democrática (Uruguay) ; voir notamment le bulletin *Avec l'Espagne républicaine les hommes libres du monde*, édité par le CICAER à l'occasion de la Conférence universelle pour la Paix (23-23 juillet 1938), AEG-UISE, 92-16-21.

9. Le SOI est créé (1921) suite au mouvement d'entraide au peuple soviétique. Depuis son siège à Berlin, grâce à des méthodes de mobilisation novatrices, le SOI joue un rôle central dans le développement de la solidarité internationale du mouvement ouvrier, voir Claudio Natoli, « Pour une histoire comparée des organisations communistes de solidarité : le Secours ouvrier international et le Secours rouge international », in : José Gotovitch et Anne Morelli (éd.), *Les Solidarités internationales. Histoire et perspectives*, Bruxelles, Labor, 2003, pp. 17-42, et Sean Mac Meekin, « Le secours ouvrier international : histoire d'une légende », *Communisme*, 2001, n° 65-66, pp. 117-131.

les Asturies en octobre 1934 permet effectivement au SRI de s'imposer comme un mouvement de masse, en particulier en France et en Espagne. Cette expérience explique l'importance de sa section espagnole durant la guerre civile[10]. À titre d'exemple, cette dernière fait partie, aux côtés des principales forces syndicales et politiques, des *Comitès comarcal d'Ajut als Refugiats* (comités provinciaux d'aide aux réfugiés) créés en Catalogne à l'automne 1936, mais aussi des comités provinciaux de réfugiés mis sur pied par les autorités républicaines durant cette même période. À titre d'exemple, en mars 1937, selon un rapport de la Generalitat, le SRI gère onze des seize refuges de la ville de Barcelone[11]. Dans le sillon de cette dynamique associative et politique, il faut citer également la Centrale sanitaire internationale[12]. Spécialisée dans l'aide médicale, elle intervient notamment sur les champs de bataille comme un service sanitaire de l'armée républicaine.

L'importance de ces mouvements issus du monde ouvrier constitue l'une des principales caractéristiques de l'aide humanitaire durant la guerre civile. À l'opposé, les gouvernements ne s'engagent pas directement dans les actions sanitaires destinées à la population civile espagnole. Cependant, certains interviennent en participant au financement d'institutions caritatives aussi bien nationales qu'internationales. Dans cette perspective, on peut se demander si la création d'une Commission internationale d'aide aux enfants espagnols réfugiés (CI) ne constitue pas une réponse au CICAER des institutions internationales dites « neutres » et des démocraties engagées dans la non-intervention. Constitué fin 1937 à Genève à l'initiative des milieux Quakers (American Friends Service Committee, Friends Service Council), pacifistes (Service civil international) et internationaux (Union internationale de secours aux enfants), cet organisme s'appuie majoritairement sur des dons étatiques et revendique la neutralité d'une action qui apparaît comme une continuation de celle de l'Union internationale

10. La répression du mouvement révolutionnaire asturien est à l'origine d'une importante réaction internationale. Très actif, le SRI réunit alors les principales organisations ouvrières dans une action commune de solidarité. En parallèle, la section espagnole parvient à organiser des comités de secours en collaboration avec le Parti socialiste espagnol (PSOE) et l'Unión general de Trabajadores (UGT).

11. Voir Julio Clavijo Ledesma, *La política sobre la població refugiada durant la guerra civil, 1936-1939,* (thèse dactylographiée) Universitat de Girona, [s. n.], 2003.

12 Mise sur pied suite à une conférence internationale du CICAER pour l'aide aux blessés, aux veuves, aux orphelins et aux réfugiés de l'Espagne républicaine, le 16-17 janvier 1937, elle comporte douze sections nationales. Avec une délégation à Barcelone, la centrale bénéficie de la reconnaissance officielle du gouvernement républicain, ce qui lui permet de centraliser une partie importante de l'aide médicale vers l'Espagne.

de secours aux enfants (UISE)[13]. Depuis le début de ses activités à la fin de 1939, la CI mobilise une somme s'élevant à presque 70 millions de ff pour l'Espagne, alimentée, notamment par des dons étatiques représentant l'équivalent de 40 % du budget total de cette institution[14]. Malgré les difficultés de comparer de tels chiffres sur la base notamment de documents produits par ces différents organismes[15], les moyens mis à disposition par la CI semblent inférieurs à ceux des organismes engagés dans le CICAER comme le suggère une statistique établie par le CICAER pour les années 1936-1937, selon laquelle un montant de 140 260 458 ff est récolté durant cette période par ces principales organisations (excluant l'URSS) pour la République[16]. Les dons versés sur le Fonds international de solidarité (ex-Fonds Matteoti) pour la période s'étendant du début de la guerre à février 1939 s'élèvent pour leur part à plus de 31 millions de ff[17].

L'exemple suisse confirme cette assertion. Si les autorités fédérales concèdent un montant total de 195 000 frs au CICR et au CI dans le cadre de leur mission en Espagne[18], le cartel des associations suisses engagées dans l'aide à l'Espagne, le Comité neutre de secours aux enfants d'Espagne ou le Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für Spanien Kinder (SAS) réunit une aide chiffrée par Nic Ulmi à plus de 3 millions de frs[19].

Ce décalage entre aide étatique et aide «civile» témoigne également de la division existante durant la guerre civile entre les gouvernements des grandes démocraties repliés derrière le voile de la non-intervention et le mouvement ouvrier engagé pour la défense de la République espagnole. Cependant, nous

13. Fondée en décembre 1919 à Genève, l'UISE fédère les principaux organismes de secours concernant l'enfance. Elle est notamment à l'origine de la déclaration des droits de l'enfant en 1923.
14. L'aide totale mobilisée par le CI s'élève à 482 557 £, dont 182 671 £ en provenance des gouvernements, principalement la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, 47 730 £ de particuliers et d'associations caritatives, les dons en nature représentant une somme évaluée à 247 056 £ (5100 £ ont été également obtenus par la CI suite à la liquidation de propriétés en Espagne); voir la brochure, International Commission for the Assistance of Child Refugees in Spain, Paris, UISE, 1940, AEG, UISE: Archives privées 92.16.23. Nous avons utilisé dans cet article le taux de change appliqué en 1938 par le CICAER soit 1 £/145 ff et 1 franc suisse/7,425 ff, Service d'information-CICAER, 15.01.1938, AEG, UISE: Archives privées 92.16.21.
15. Certains incluent la valeur des dons en nature, d'autres ne distinguent pas les recettes aux sommes versées pour l'Espagne.
16. Service d'information-CICAER, op. cit.
17. Christine Collette, «Le Fonds international de Solidarité de l'Internationale ouvrière socialiste (1934-1940)», in: José Gotovitch et Anne Morelli (éd.), *op. cit.*, pp. 55-64.
18. L'aide du Conseil fédéral se répartit de la manière suivante: CI: 45 000 frs (5000 frs en 1937, puis 40 000 frs début 1939), et CICR: 150 000 frs (soit 10 000 au printemps 1937, 80 000 frs pour l'opération d'évacuation de la Croix-Rouge, et 60 000 frs en janvier 1939, dont 40 000 frs sous forme de marchandises).
19. Nic Ulmi, *op. cit.*, p. 293.

estimons que cette assertion doit être nuancée, car l'aide humanitaire a constitué également, du point de vue des gouvernements démocratiques, une compensation politique destinée au mouvement ouvrier, voire une soupape de sécurité pour canaliser l'émotion populaire provoquée par l'abandon politique et diplomatique de la République par la communauté internationale. Cette logique est également à l'œuvre en Suisse, où la mise en place du cartel suisse (SAS) est suivie et avalisée par les autorités helvétiques. En imposant la réunion des organismes humanitaires au sein d'une vaste coordination, l'administration suisse cherche à neutraliser les fractures politiques provoquées par sa politique espagnole, favorable au camp nationaliste.

Fondé fin février 1937, le Comité suisse (SAS) concentre son activité du côté républicain. Celle-ci constitue de cette manière une compensation politique pour la gauche: le SAS expédie durant la guerre civile plus de 330 tonnes de marchandises alors que ses envois du côté nationaliste se réduisent à 800 kg[20]. La création du SAS apparaît également comme une manœuvre politique destinée à marginaliser les associations d'entraide proches de l'extrême gauche. En effet, à sa fondation le SAS réunit quatorze organismes de diverses tendances politiques ou religieuses, cependant la Rote Hilfe est écartée du cartel. L'exclusion de cette organisation constitue l'une des caractéristiques de la situation suisse et un reflet d'un tournant à droite marqué par le parti socialiste suisse durant cette période. Enfin, il ne faut pas sous-estimer la dimension diplomatique de l'«aide helvétique», qui permet aux autorités fédérales de rééquilibrer leur attitude pro-nationaliste en brandissant leur aide humanitaire du côté républicain[21].

Néanmoins, au-delà de cette instrumentalisation, il est possible d'observer également en Suisse une volonté d'unir et de coordonner les initiatives humanitaires. Le milieu associatif helvétique engagé dans l'aide à l'Espagne est très dense et complexe, comme dans l'ensemble des pays européens. Il est cependant possible de distinguer trois différentes «catégories» d'associations.

Premièrement, parmi les organisations religieuses ou pacifistes, il faut noter l'importance des Quakers, mais surtout du Service civil international (SCI). Issu du mouvement pacifiste de l'après Première Guerre mondiale, le SCI s'impose en Suisse comme un acteur central de la coordination pour l'aide à la République. Cet engagement est incarné par Rodolfo Olgiati, secrétaire suisse et international du SCI. En charge de l'action du cartel suisse dans la péninsule, il

20. Antonia Schmidlin, *op. cit.*, p. 102.
21. Voir Sébastien Farré, *La Suisse et l'Espagne de Franco, de la guerre civile à la mort du dictateur (1936-1939)*, Lausanne, Antipodes, 2006.

est nommé plus tard délégué de la CI. Parmi les autres associations engagées en Espagne, les principales sont Caritas – à l'origine notamment d'une Commission suisse de secours en faveur des réfugiés catholiques d'Espagne, en automne 1936 –, le Comité protestant suisse romand pour l'Espagne évangélique et la Ligue suisse des femmes catholiques.

Deuxièmement, les principales organisations, comme nous l'avons vu, sont issues du mouvement ouvrier, de la solidarité antifasciste. Ici, les sections suisses du SRI (Rote Hilfe), du CSI (Centrale sanitaire suisse), mais aussi les Samaritains ouvriers, les Femmes contre la guerre et le fascisme, proches du Parti communiste, maintiennent des échanges parfois tendus avec leurs correspondants socialistes, dont la principale association, l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière occupe une place centrale dans le cartel suisse. À cette division politique s'ajoute une division régionale, car en Suisse romande, où l'aile gauche du Parti socialiste possède de solides bastions, l'Association des Amis de l'Espagne républicaine (AER) représente l'institution la plus influente durant la guerre civile. Fondée en automne 1936 sous l'égide du professeur genevois André Oltramare, elle poursuit le modèle et le projet du CICAER, dont elle épouse les principaux objectifs et le discours antifasciste unitaire. Comportant en 1938 plus de 17 sections, réunissant 2000 membres[22], l'AER est même considérée par le CICAER comme le cartel «suisse romand» en opposition au cartel «suisse allemand» du SAS.

Dans le troisième groupe nous trouvons des institutions telles que la Croix-Rouge suisse, le CICR, ou encore l'Union internationale de secours aux enfants et la CI – ces deux dernières institutions siégeant à Genève. Citons également d'autres types d'associations non ouvrières, qui s'engagent dans l'entraide en Espagne, à l'image de la Federación suiza de los amigos de España e Hispanoamérica. Basée à Zurich, elle rassemble des personnalités issues des milieux culturels et économiques concernés par les échanges entre les deux pays.

Les formes

Ce tissu associatif ne facilite pas l'analyse de l'action humanitaire développée en Espagne. Cependant, la guerre civile apparaît pour ces organisations comme un moment charnière. La deuxième partie des années 1930 signifie effectivement l'aboutissement d'une forme d'action solidaire, qui prend forme durant la Première Guerre mondiale et au début des années 1920, mais qui

22. Luc van Dongen, «Solidarité ouvrière et antifascisme: les Amis de l'Espagne républicaine à la Chaux-de-Fonds (1936-1939)», *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier,* n° 13, 1997, pp. 25-45.

semble atteindre son apogée lors de la guerre civile. Nic Ulmi décrit cette période comme une «étape cruciale dans la mise en place d'un dispositif non gouvernemental d'aide humanitaire appelé à jouer un rôle important pendant et après la Deuxième Guerre mondiale, ainsi que dans l'éveil, dans de larges couches de la population, d'une conscience humanitaire»[23]. Paradoxalement, cet «âge d'or» coïncide avec l'éclipse de certaines institutions humanitaires. En ce sens, la guerre civile constitue une phase de transition pour l'histoire de l'humanitaire. Elle correspond notamment à la disparition de certaines institutions, à l'image du SRI ou du FSI mais également, comme nous l'avons vu, à la naissance de nouvelles structures humanitaires, telles que la Centrale sanitaire suisse et le SAS, qui devient, en janvier 1940, le Cartel suisse de secours aux enfants victimes de la guerre, avant de participer à la fondation, en décembre 1941, de la Croix-Rouge suisse, secours aux enfants (Cartel suisse de secours aux enfants victimes de la guerre)[24].

Pour comprendre cette évolution, il faut considérer deux facteurs clés. D'une part, l'évolution des institutions d'entraide, nées durant les années 1920 pour aider les populations soviétiques et les militants victimes du fascisme. Celles-ci sont portées au moment de la guerre civile par la vague front-populiste et antifasciste, mais leur élan se trouve bientôt coupé par l'échec de la République, qui suit d'une certaine manière l'écrasement du mouvement ouvrier en Allemagne et en Autriche. D'autre part, les institutions internationales, telles que le CICR ou l'UISE, font l'expérience en Espagne des problèmes posés par l'effacement de la Société des Nations et le développement de nouvelles formes de guerre, telles que les bombardements aériens, la politisation des acteurs de l'humanitaire.

Pour analyser les formes de l'aide humanitaire en Espagne, il est utile de distinguer deux temps. Premièrement, le temps de la mobilisation, moment clé de l'entrée en action des organisations partisanes. Au-delà de l'action de secours, l'aide humanitaire s'inscrit pour celles-ci dans une stratégie de changement social et de prosélytisme politique. L'émotion provoquée par les victimes et par les destructions de la guerre offre effectivement un terrain favorable à l'engagement militant, mais fonctionne aussi comme un révélateur de la menace fasciste. Ce «catéchisme» humanitaire est relayé par des techniques de mobilisation qui atteignent d'une certaine façon leur maturité durant la guerre civile.

23. Nic Ulmi, *op. cit.*, p. 230.
24. Esther Schärer, *Croix-Rouge suisse, secours aux enfants en France 1942-1945 : sa formation, son activité, ses relations avec le gouvernement suisse, son rôle,* (mémoire de licence) Genève, [s.n.], 1986.

La variété des instruments utilisés pour informer et pour mobiliser mérite d'être soulignée. Elle constitue l'un des traits les plus relevants de cette période de l'humanitaire. Mis à part les grandes conférences qui permettent une mise en scène destinée à légitimer le discours internationaliste et universaliste de l'action humanitaire, il faut évoquer les meetings populaires et les conférences publiques, animés par les principaux acteurs politiques ou des témoins de la situation espagnole; ces rassemblements représentent des moments forts de l'entraide à l'Espagne, comme le rappelle notamment Ariane Schmitt dans sa biographie d'André Oltramare: «[...] salles bondées, vibrantes, chaleureuses [...] à la sortie on faisait la collecte. Plus les gens étaient bouleversés, plus ils donnaient»[25]. Le nombre considérable de meetings organisés pour l'aide à la République atteste de l'investissement de l'espace public par les acteurs de ces actions d'entraide. Nic Ulmi a comptabilisé plus de 150 réunions en Suisse concernant l'Espagne durant cette période. L'activité de l'AER confirme la mobilisation des associations caritatives. Selon les rapports de la police politique, plus de vingt conférences sont organisées à Genève par l'AER, réunissant, en moyenne entre 1000 et 1500 personnes[26].

Comme le suggère le cas suisse, les organisations ouvrières engagées dans l'aide humanitaire jouent sur un répertoire extrêmement large. Semaine de la solidarité (juillet 1937), concerts, tombolas, films, documentaires, expositions de photographies, ou d'affiches. Fin 1937, le CSS organise notamment une loterie d'œuvres d'art avec une recette de 28000 frs. Des actions spécifiques sont développées, telles que le «jour de l'orange» à Bâle en mars 1938, à l'occasion duquel le SAS propose à la population des oranges au prix de 20 centimes pièce ou encore les *Milch-Aktionen,* qui permettent aux particuliers d'acheter dans les épiceries des bons destinés à l'envoi de lait en Espagne. Enfin, les organisations utilisent d'autres formes d'aide via notamment des parrainages d'enfants[27]. L'UISE bénéficie par exemple d'une vaste expérience dans cette forme d'action qu'elle développe en Espagne à partir de l'été 1937. L'«adoption par photo-carte», qui fonctionne par l'envoi d'une somme mensuelle de 10 frs, garantit à l'enfant un paquet de vivres. En échange, les parrains reçoivent une carte avec la photographie de leur «filleul(e)» et des renseignements sur sa famille, avec la possibilité de maintenir des contacts par écrit. Sous l'égide du CICAER, au printemps 1938, le parrainage s'étend à des villes entières. Si Paris

25. Ariane Schmitt, *André Oltramare (1884-1947) : un précurseur oublié,* Genève, Suzanne Hurter, 1994, p. 88.
26. Archives fédérales (AF), E 4320 (B) 1975/40 Bd 38 (C.8.314 AF).
27. Nic Ulmi, *op. cit.,* p. 270.

s'engage pour Madrid, Marseille pour Barcelone et Dunkerque pour Lleida, Genève, à travers l'AER, concentre son action en faveur de Girona[28].

La mobilisation des moyens financiers et matériels sur le terrain en Espagne constitue le deuxième temps de l'aide humanitaire. L'un des traits les plus saillants de celle-ci est indéniablement sa variété et son importance, même s'il nous est encore difficile d'appréhender sa véritable efficacité sur le terrain. L'entraide prend d'abord la forme «classique» d'envois de vivres (lait condensé, en poudre ou en conserve, pâtes, chocolat, etc.), de savon et de vêtements. Des militantes raccommodent et trient de milliers des kilos d'habits destinés à l'Espagne. L'action humanitaire se traduit également par des projets sur le terrain avec notamment la collaboration des différentes institutions espagnoles en charge des activités de secours. Ces dernières se dédient majoritairement à deux champs d'action: les enfants et les populations déplacées par l'évolution des combats. L'attention privilégiée consacrée à l'enfant n'est guère surprenante, car il représente depuis la Première Guerre mondiale un sujet central de l'action humanitaire. Les enfants sont effectivement les premiers bénéficiaires des cantines organisées dans les grandes villes espagnoles par l'entraide internationale. Par exemple, à Madrid, un *comedor suizo* (SAS) fonctionne depuis le mois d'octobre 1937. Il permet l'accueil d'environ 200 femmes enceintes et 200 enfants en bas âge. L'année suivante, les organisations suisses financent une dizaine de cantines à Barcelone, dédiées en priorité à la distribution de lait pour les enfants[29]. L'une des principales actions du cartel, mais aussi de la Croix-Rouge suisse est l'évacuation de civils de la capitale madrilène. Celles-ci prennent en charge le transfert de plus de 18000 réfugiés, dont 7750 enfants. Enfin, les organisations suisses participent au développement d'un réseau d'accueil des enfants réfugiés dans des colonies. En automne 1938, 840 enfants, répartis dans 24 colonies, seraient soutenus par la population suisse[30]. Une contribution non négligeable si l'on tient compte du fait qu'à la fin de l'année 1937, selon les statistiques républicaines, environ 9000 enfants étaient accueillis dans 160 colonies[31]. Néanmoins, il faut noter également que cette action ne se limite pas uniquement à la population civile. En parallèle à l'action du CSI, les SO et le CSS se spécialisent dans l'assistance sanitaire de l'armée républicaine.

28. «Compte-rendu de commission exécutive élargie», 18 mars 1938, AEG, UISE: Archives privées 92.16.21.
29. Nic Ulmi, *op. cit.*, p. 272.
30. Antonia Schmidlin, *op. cit.*, p. 80.
31. Pierre Marqués, «Ayuda humanitaria y evacuaciones de niños», in: Alicia Alted, Roger Gónzalez Martell, María José Millán Trujillo (éd.), *El exilio de los niños,* Madrid, F. Pablo Iglesias; F. Largo Caballero, 2003, pp. 39-58.

Les SO envoient notamment en octobre 1936 une ambulance suisse et une équipe médicale sur le front, qui assure le bon fonctionnement d'un hôpital de campagne et d'une «auto-chir» offerts grâce à l'aide des ouvriers suisses[32]. Une année plus tard, le montant réuni par la loterie du CSS permet l'envoi de quatre nouvelles ambulances vers la péninsule. De même, le front fut la destination principale du système expérimental de transport de sang, conservé en ampoules pour transfusion, mis en place par le docteur Roger Fischer.

Les moments

Dès les premiers jours de la guerre civile, de nombreuses initiatives voient le jour, réactivant notamment les réseaux de la solidarité antifasciste et le mouvement d'entraide pour les victimes des Asturies[33]. La volonté d'unir et de coordonner l'engagement solidaire est à l'origine notamment à Genève d'un premier Comité d'aide sanitaire, qui regroupe, sous l'égide du Dr. Fischer (SO), plus de 40 organisations locales, alors qu'à Bâle durant le mois d'août la Basler Samariterhilfe für die Zivilbevölkerung Spaniens est créée[34]. En France également, une Commission de solidarité du Rassemblement populaire, mise sur pied dès les premiers jours du conflit, est à l'origine de l'envoi d'un bateau de vivres et de vêtements, pour 1,2 million de ff de marchandises, ainsi que de quatre ambulances. Portées par l'émotion provoquée par l'offensive contre le Front populaire espagnol, ces initiatives partent pour l'essentiel des milieux ouvriers. Cependant, elles sont parfois marquées par une certaine improvisation, à l'image d'un premier envoi de dix tonnes de lait par l'OSEO qui un mois après son expédition n'avait toujours pas été distribué par les autorités espagnoles[35]. La division en deux camps du territoire espagnol est à l'origine de la première action de l'UISE. Six semaines après le début du conflit, l'UISE est chargée par des œuvres d'entraide espagnoles de négocier le rapatriement vers leurs foyers de centaines d'enfants, bloqués par la division du pays. Durant les mois de septembre et d'octobre, elle mène notamment à bien le retour, en deux convois, de 829 enfants vers leurs familles[36].

À la fin de l'année 1936, une meilleure connaissance de la situation espagnole, suite notamment aux premiers voyages des responsables des institutions

32. *Ibid.*, p. 239.
33. Pour le cas suisse, voir Nic Ulmi, «Solidarité avec les communards des Asturies et les préparatifs pour l'Olympiade populaire», in: *La Suisse et l'Espagne de la République à Franco,* pp. 209-228.
34. Nic Ulmi, «La solidarité populaire...», *op. cit.,* pp. 237-238.
35. *Ibid.*, p. 247.
36. Note sur l'activité de l'UISE en faveur des enfants d'Espagne, non signée, AEG, UISE: Archives privées 92.16.9.

humanitaires en Espagne, mais surtout le durcissement de la situation des populations républicaines, sont à l'origine d'un renforcement des actions d'entraide. Par l'intermédiaire des journaux, magazines et des affiches, les images des victimes des bombardements nationalistes sont largement diffusées et provoquent un impact profond dans l'opinion européenne. Enfin, la conquête en quelques semaines du Sud de l'Espagne et le début du siège de Madrid expliquent le flux important de réfugiés qui s'installent dans la capitale, à Valence, ou à Barcelone. Dès la fin de l'année 1936, l'aide aux réfugiés devint en conséquence un sujet central de l'action du gouvernement républicain. Dans le sillon du CICAER, on assiste alors à un mouvement général de cartellisation de l'aide humanitaire avec comme objet central l'aide aux enfants. Durant cette phase de la guerre, le mouvement Quakers semble jouer un rôle précurseur en centrant son action sur l'évacuation des réfugiés de la capitale, l'envoi et la distribution de nourriture dans les cantines[37].

L'action d'entraide se déroule dès ce moment en étroite collaboration avec les différentes institutions républicaines ou régionales, qui édictent plusieurs ordres d'évacuation de la capitale, mais aussi encouragent l'organisation de homes et de colonies pour l'accueil des enfants. Le Sanatorium suisse pour enfants de Puigcerdá (Pyrénées catalanes) s'inscrit dans ce mouvement. Créé suite à la mise en place d'un groupe auxiliaire au sein de l'AER, en octobre 1936, le projet est lancé sur la base de donations, mais également grâce à la collaboration des autorités espagnoles qui fournissent quatre maisons. Destiné aux enfants malades, nécessitant notamment un séjour en altitude, le sanatorium est dirigé par une équipe médicale en provenance de Suisse; il accueille jusqu'à 140 enfants durant la dernière phase de la guerre. L'engagement du SAS et de l'AER suit un mouvement très large, comme le montre la mise en place d'un Comité national pour l'hébergement des enfants espagnols en Belgique (CNHEEB), ou la création du Spania Komiteen suédois, à la tête de 400 comités locaux – alors que son homologue norvégien en coordonne 200. De même, fin novembre 1936, un National Joint Committee for Spanish Relief (NJCS) est organisé en Angleterre, regroupant toutes les tendances politiques et religieuses.

L'attention portée aux réfugiés et en particulier à l'enfance se renforça durant le printemps 1937 suite à la conquête du Pays Basque par les troupes natio-

37. Grâce aux fonds récoltés par les milieux Quakers anglais (Save the Children Fund), l'UISE intervient en faveur des enfants victimes de la guerre dès les premières semaines de la guerre. Dès Noël 1936, l'UISE en collaboration avec les organisations quakers distribue du lait aux réfugiés dans les principaux centres d'accueil (Tortosa, Madrid, Alcázar). À la gare de Barcelone puis dans des cantines des quartiers populaires de Barcelone, une quantité de 130 895 litres de lait et de 30 733 boîtes de lait condensé est distribuée par l'UISE, AEG, UISE : Archives privées 92.16.23.

nalistes, marquée par la destruction de Guernica et de Durango. L'entraide à la République se distingue durant cette période par l'engagement des organisations catholiques, qui se mobilisent, à partir du printemps 1937, en solidarité avec les catholiques du Pays Basque (Comité national catholique d'Accueil aux Basques en France, le Baskish Kinderweg en Belgique, ou Caritas en Suisse). Environ 32 000 enfants sont alors évacués du Pays Basque, principalement vers la France, mais aussi vers la Grande-Bretagne, la Belgique, l'URSS, le Mexique, alors que sous l'égide des catholiques suisses, 41 enfants trouvent refuge pour quelques mois en Suisse[38].

La dernière phase de la guerre (1938-1939) se caractérise par l'aggravation du problème du refuge et de la situation alimentaire dans la zone républicaine, qui devient critique. Elle est à l'origine de nouveaux appels des principales institutions et de nouvelles initiatives internationales. L'exemple de l'AER, dont les recettes annuelles augmentent de 1936 à 1939, (elles passent de 24 499,25 frs pour les années 1936-1937 à 33 687,55 frs en 1938, pour atteindre 35 582,82 frs en 1939), nous suggère un accroissement des donations et des actions d'entraide[39]. Ce constat ne manque pas de surprendre; ainsi la mobilisation, loin de s'essouffler, se poursuit, voire se renforce malgré la perspective de la défaite républicaine. Si l'abandon politique et diplomatique de la République paraît encourager les populations européennes à continuer leur action, le drame humanitaire provoqué par l'arrivée de plus de 400 000 Républicains à la frontière française en février 1939 provoque une forte émotion et un nouvel élan de solidarité internationale. Alors que les principales organisations centrent désormais leur action dans les camps de réfugiés du Sud de la France, des milliers d'enfants sont accueillis à l'étranger. En Suisse, plus de 300 enfants sont pris en charge par le SAS pour quelques mois, avant d'être rapatriés en Espagne[40].

Au risque de proposer un inventaire lacunaire des actions d'entraide développées par les différentes organisations engagées en Espagne durant la guerre civile, ce premier tour d'horizon propose quelques pistes de recherche qui mériteraient à l'avenir des études plus approfondies. Au-delà du mythe d'une gauche unie et solidaire pour l'Espagne républicaine, que retenir de la «solidarité humanitaire» durant la guerre civile? Nous avons souligné que le conflit

38. Voir Jesús J. Alonso Carballés, 1937. *Los niños evacuados a Francia y Bélgica. Historia y memoria de un éxodo infantil, 1936-1940,* Bilbao, Niños evacuados del 37, 1998, Myriam Bongart, *op. cit.* et Sébastien Farré, *op. cit.*
39. Luc Van Dongen, *op. cit.,* p. 38.
40. Myriam Bongart, *op.cit.* et Sébastien Farré, *op. cit.*

espagnol constitue une étape charnière pour les institutions engagées dans l'aide humanitaire. Si certaines organisations naissent dans le sillage des importantes répercussions sociales et politiques de la guerre civile, d'autres disparaissent rapidement, emportées par l'échec de la politique de Front populaire à l'échelle européenne. Cependant, la mobilisation d'importants moyens par les institutions partisanes confirme l'importance du mouvement ouvrier dans l'entraide à l'Espagne, mais aussi un âge d'or éphémère pour certaines associations issues de la «constellation» du Komintern et du Rassemblement populaire français. Dans cette perspective, l'ampleur des actions humanitaires en faveur de la République ne manque pas de surprendre, elle est à l'origine notamment d'un vaste mouvement de cartellisation des différentes institutions engagées pour l'Espagne. Si cette dynamique garantit une rationalisation des actions sur le terrain, elle n'échappe pas aux divisions politiques et diplomatiques provoquées par la situation espagnole. Si ce dernier constat suggère l'existence de fortes tensions internes, le succès de ces plateformes humanitaires nous amène à considérer que ces structures unitaires représentent des espaces politiques relativement ouverts et suffisamment malléables pour que les différentes organisations, en jouant sur différents registres, puissent en tirer avantage aussi bien au niveau politique qu'humanitaire. Le SAS constitue un bon exemple de cette logique. Ce dernier participe effectivement depuis 1937 au CICAER, contrôlé par le SRI, par contre le cartel suisse ferme la porte dès sa création, à la Rote Hilfe.

En partant du postulat que l'engagement sur le terrain humanitaire constitue l'un des traits distinctifs de la Suisse au niveau international, quel rôle joue la Suisse durant la guerre civile? Nous avons pu constater que les initiatives suisses s'inscrivent dans un vaste mouvement international. En ce sens, la Suisse ne constitue pas une «exception humanitaire». En effet, la Suisse officielle se montre extrêmement prudente sur cette question et sa contribution financière apparaît relativement modeste (195 000 frs). Uniquement pour la Commission internationale de secours aux enfants, en date du 19 mars 1939, les dons du gouvernement anglais s'élèvent à 80 000 £ (1 562 289,56 frs), alors que ceux des gouvernements danois, suédois et américains représentent respectivement 27 000 £ (527 272,73 frs), 89 471 £ (1 747 245,12 frs) et 79 000 £ (1 542 760,94 frs)[41]. Enfin, bien plus qu'une action continue, soucieuse de la situation d'une majorité de la population espagnole, son engagement répond à un calcul diplomatique et politique.

41. Brochure, International Commission for the Assistance of Child Refugees in Spain, Paris, UISE; 1939, AEG, UISE: Archives privées 92.16.23.

Aussi, l'aide suisse est essentiellement le résultat d'une large mobilisation de la société civile, et plus particulièrement des milieux ouvriers. Si la contribution suisse à l'accueil de réfugiés espagnols est extrêmement modeste et problématique, il faut également relativiser l'importance de l'action du SAS concernant les évacuations de la population. Par contre, les organisations suisses sont très présentes dans les différentes actions destinées à l'enfance: colonies, cantines, le sanatorium suisse. Bien que la comparaison des différentes contributions nationales dans les grands organismes internationaux reste un exercice délicat, elle nous suggère que la Suisse occupe une place privilégiée au même titre que d'autres petits pays européens, tels que la Norvège, la Belgique, et la Suède, dont la contribution à l'aide à l'Espagne dépasserait proportionnellement celle de la France ou de la Grande-Bretagne. Selon les statistiques du CICAER pour la période juillet 1936-1937, le rapport entre somme mobilisée par pays et le nombre d'habitants place la Suède en première place (2,23), devant la Suisse (1,81), l'Argentine (1,40), puis la France (0.85) et la Grande-Bretagne (0.77). Si l'on reporte cette même formule pour le FSI, le résultat confirme l'importance des pays scandinaves (il faut noter que la Suisse n'est pas incluse dans ces statistiques): la Belgique (1.02), devançant la Norvège (0.97), le Danemark (0.55), et la Suède (0,29), alors que le rapport pour la France et la Grande-Bretagne est respectivement de 0,26 et 0.12[42]. Dans son étude, sur la base d'un communiqué du FSI de juillet 1937 et d'une estimation personnelle, Nic Ulmi confirme cette «hiérarchie», la Suède occupant la première place devant la Suisse et la Belgique[43]. Au-delà de cet exercice comparatif, l'essentiel est de souligner la dimension internationale et militante du vaste mouvement d'entraide dont fut l'objet la guerre civile. Ce vaste élan de solidarité constitue l'un des versants essentiels de la dimension internationale de ce conflit, il nous révèle également les enjeux politiques et diplomatiques d'une action humanitaire, qui mobilise au-delà des frontières nationales, politiques et sociales, de larges secteurs de la population européenne.

Sébastien Farré

42. Calcul personnel à partir des données présentées par Christine Collette, *op. cit.*, pp. 55-64.
43. Nic Ulmi, *op. cit.*, p. 294.